

Concours : ENM - 3^{ème} concoursEpreuve : 3^{ème} concours : Droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le choix de la peine pour les personnes majeures

Le Code pénal de 1791, en instaurant le système dit "des peines fixes" voulait rompre avec l'Ancien Régime, marqué par l'arbitraire de la Royauté et des juges. Désormais simple "bouche de la loi", le juge devait appliquer strictement, de façon forfaitaire, les peines prévues par le Code pénal. Ainsi, le choix de la peine était échu au magistrat, celle-ci ayant été préalablement définie et fixée par le législateur.

Cette conception du juge strictement serviteur de la loi s'agissant du choix de la peine a considérablement évolué.

Le droit pénal, d'abord conçu comme un droit objectif dont la finalité était exclusivement de punir une personne ayant commis un trouble à l'ordre social, se voulait essentiellement rétributif. La personne coupable d'une infraction devait être punie en rétribution du mal causé à la société. Ainsi, la personnalité du délinquant était étrangère au droit pénal.

Les théories subjectivistes, incarnées en Italie à la fin du XIX^{ème} siècle par Lombroso, Ferri ou Garofalo

N°

118

sont venues rompre avec cette conception du droit pénal et particulièrement de la peine. En effet, pour les tenants de l'Ecole positiviste, ce n'était pas tant la rétribution que devait servir la peine mais la neutralisation du délinquant dangereux. La peine devait donc avoir pour finalité la prévention du crime, et devait donc tenir compte de la personnalité dangereuse du délinquant.

Si cette théorie n'a pas eu d'écho en droit français à cette période, c'est parce qu'advers^{aire} était encore très imprégné de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et particulièrement de son article 8, selon lequel les peines légalement prévues doivent être strictement et érudemment méritées, conformément à la conception de Cesare Beccaria (des délits et des peines).

Pourtant progressivement, la personnalité du délinquant n'est plus restée longtemps étrangère au droit pénal, au point que sa prise en compte devait permettre d'accorder au juge une plus grande liberté dans le choix de la peine prononcée. En effet, les tenants de l'Ecole de la Défense sociale nouvelle ont défendu l'idée qu'une peine devait avoir également une finalité préventive. Mais à la différence des tenants de la théorie subjective, la peine ne devait pas neutraliser le délinquant par l'enfermement, mais favoriser sa réinsertion.

Le Code pénal de 1994, réceptif à la conception de la peine défendue par Marc Ancel et la Défense sociale, a inséré à l'article 132-24 du Code pénal, le principe de la personnalisation des peines. Dans le même sens, la loi du 24 novembre 2003 a imposé au juge qui prononce une peine privative de liberté sans sursis en matière correctionnelle de motiver sa décision. Plus encore, la loi du 15 août 2014 est venue ajouter à l'article 132-19 du Code pénal que cette mesure devait être spécialement motivée au regard des faits de l'espèce et de la personnalité de leur auteur, ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale.

Cette exigence de motivation a fait l'objet d'une

actualité particulièrement novatrice ces dernières années. Le ponton de la Cour de Cassation, s'agissant de la matière correctionnelle, témoigne de cette évolution. Après avoir adopté une lecture stricte de l'article 132-19 du Code pénal, selon laquelle l'obligation de motivation des peines ne concernait que les peines d'emprisonnement sans sursis (Chambre criminelle 29 novembre 2016), elle a finalement modifié la position dans plusieurs arrêts du premier février 2017, en exigeant une motivation à l'égard de toutes les peines correctionnelles.

Si la Cour de Cassation n'adopte pas cette même position s'agissant des peines criminelles, la décision du Conseil Constitutionnel du 2 mars 2018, déclarant inconstitutionnel l'alinéa 2 de l'article 365-1 du Code de procédure pénale, devrait modifier la position.

Ainsi, au terme de cette évolution, il est nécessaire d'examiner quelle marge d'appréciation demeure laissée au juge s'agissant du choix de la peine.

Si le choix de la peine par le juge obéit à des principes généraux tenant notamment à la légalité et à l'individualité (I) il demeure de plus en plus encadré (II)

I - Les principes gouvernant le choix de la peine

Le choix de la peine est régi par des principes tels que la légalité (A) et l'individualité (B)

A - Le principe de la légalité de la peine

Le principe de légalité des peines impose, conformément à l'article 111-3 du Code pénal, que nul ne peut être puni d'une peine qui n'est pas prévue par la loi, si l'infraction est un crime ou un délit, ou par le règlement si l'infraction est une contravention.

Le principe, intimement lié à celui de la légalité

des infractions est une traduction du droit à la sûreté constitutionnellement garantie.

Ainsi, le juge qui prononce une peine ne peut pas choisir une peine qui n'aurait pas été expressément prévue par le Code pénal. La nature de la peine, qu'elle soit privative ou non privative de liberté doit être non seulement prévue par la loi, mais encore, prévue pour l'infraction considérée.

Le droit pénal distingue selon la nature des infractions, les peines encourues et lorsqu'il s'agit d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement le quantum de la peine, lequel étant toujours un maximum. En effet, les peines-planchers, qui imposaient au juge de prononcer une peine minimale obligatoire, ont été abrogés par la loi du 15 août 2014.

Le juge demeure ainsi encadré dans son choix, tant au regard de la sanction, qui doit être expressément prévue, qu'au regard de son maximum légal. Ce principe de légalité vaut pour toutes les peines, quelles que soient leur nature, ainsi bien pour les peines principales que complémentaires.

Par ailleurs, le juge demeure soumis au principe de non rétroactivité de la loi pénale prévue à l'article 112-1 du Code pénal. Selon ce principe, ^{seules} les dispositions nouvelles qui prévoient une peine moins sévère doivent s'appliquer aux infractions commises avant leur entrée en vigueur.

Enfin, le principe de légalité s'applique, comme le rappelle le Conseil Constitutionnel, dans une décision du 13 janvier 2012, à toute sanction ayant le caractère d'une punition.

Outre ce principe, le choix de la peine demeure soumis au principe de personnalisation.

B - Le principe de la personnalisation de la peine

La peine ayant pour fonction d'assurer la protection

N°

4.1.8

Concours : ENM 3^{ème} concours

Epreuve : Droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



de la société, de prévenir la commission de nouvelles infractions et de restaurer l'équilibre social^(130-1 CP), elle vise ainsi à la fois à sanctionner l'auteur de l'infraction, mais aussi d'amener son amendement, son insertion ou sa réinsertion. Les fonctions de la peine ainsi définies obligent alors le juge à prendre en considération la personnalité de l'auteur des faits, afin d'opter pour une mesure qui soit particulièrement adaptée à sa situation. Dès lors, le choix de la peine par le juge se trouve ainsi personnalisé.

D'autre part, en matière d'amende, le juge doit tenir compte également des ressources et des charges de l'auteur des faits, conformément à l'article 132-20 du code pénal.

C'est en raison de ces considérations tenant à la situation de la personne que le législateur a prévu la possibilité pour le juge d'ajourner le prononcé de la peine à l'égard de la personne lorsqu'il paraît nécessaire d'ordonner à son égard des investigations complémentaires sur sa personnalité ou sa situation matérielle (art 132-70-1 CP).

Plus encore, c'est la personnalité particulière de l'auteur des faits qui pourra inciter le juge à prononcer à son égard une exemption ou ^{réduction} peine, alors même que l'infraction a été commise ou tentée, dès lors qu'elle aura exercé l'autorité administrative ou judiciaire et permis notamment, de faire cesser l'infraction ou d'identifier les auteurs. Dans ces cas la personne, alors même qu'elle est reconnue coupable d'une infraction pourra voir sa peine réduite ou exemptée.

Ce principe d'individualité et de personnalisation de la peine demeure toutefois soumis au principe de légalité des peines, évoqué précédemment.

Si ces principes gouvernent le choix de la peine par le juge, il demeure également encadré dans son régime.

II - L'encadrement du choix de la peine

Le choix de la peine est encadré par la motivation, permettant ainsi de vérifier que les principes de mesure et de proportionnalité prévus à l'article 8 de la DDHC, ont été respectés. Si cette motivation n'est pas encore pleinement affirmée par la Cour de cassation en matière criminelle (B), elle est désormais acquise en matière correctionnelle (A).

A - La motivation de la peine correctionnelle

Si l'article 132-19 du Code pénal impose au juge de ne motiver spécialement le prononcé d'une peine d'emprisonnement sans sursis, la jurisprudence de la Cour de cassation a étendu progressivement cette obligation à toutes les peines correctionnelles. Initialement la Cour de cassation faisait une lecture stricte de l'article 132-19 du Code pénal. Ainsi, elle considérait que la détermination de la peine par le juge dans les limites prévues par la loi relevait d'une faculté dont ils ne devaient "aucun compte". L'obligation de motivation ne s'imposait au juge qu'en cas de choix d'une peine d'emprisonnement sans sursis (Cour de Cassation, chambre criminelle 19 décembre 1996, Chambre criminelle 29 novembre 2016).

Cependant, par plusieurs arrêts rendus le premier décembre 2017, la Cour de cassation

est revenue sur cette position. En effet, la Cour affirme dans ces décisions que cette exigence de motivation s'impose à toute peine correctionnelle.

Par ces décisions, la chambre criminelle expose que la motivation de la peine doit clairement préciser au regard, tant de la situation personnelle de l'auteur des faits, que de sa personnalité.

Cette exigence de motivation devrait permettre un contrôle de la Cour plus approfondi du respect des principes de proportionnalité des peines, et de leur nécessité, évalués à la lumière de la situation de la personne.

B - La motivation de la peine ^{prononcée} par la Cour d'assises

S'agissant de la peine criminelle, la chambre criminelle n'adopte pas la même position. En effet, traditionnellement elle considère que l'absence de motivation des peines de réclusion criminelle et d'emprisonnement, prononcées par les Cours d'assises s'explique par l'exigence d'un vote. Ainsi, selon les explications, la Cour de cassation a même adopté une règle de principe faisant interdiction aux Cours d'assises de motiver les peines prononcées. La Cour de cassation estime que l'obligation de motivation prévue à l'article 365-1 CP ne concerne que la déclaration de culpabilité.

Ainsi, dans une décision du 8 février 2017, la Chambre criminelle rappelle que la Cour et le jury ne doivent pas motiver le choix de la peine qu'ils prononcent.

Toutefois, dans une décision faisant suite à une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil Constitutionnel a affirmé que le principe d'individualisation des peines implique qu'une sanction pénale ne peut être appliquée que si le juge l'a expressément prononcée en tenant compte des circonstances propres à chaque espèce. Ces exigences imposent

selon le Conseil, la motivation de tous les jugements et arrêts de condamnation s'agissant de la peine.

Ainsi, l'exigence de motivation des peines devrait désormais s'imposer au juge quelle que soit la nature de la peine qu'il prononce, permettant ainsi un contrôle plus approfondi du choix de la peine, au regard des principes d'individualité, de personnalité, de nécessité et de proportionnalité qui président à ce choix.